

Art. 2. De Waalse Kamer van de Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud oefent de bevoegdheid van de Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud uit zolang de Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud niet samengesteld is.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 april 1984.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,  
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,  
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,  
A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest, voor Begroting en Energie,  
Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën,  
en de K.M.O'S, de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,  
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,  
V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Informatica,  
J. MAYENCE-GOOSSENS

## REGION WALLONNE

F. 85 — 652

16 NOVEMBRE 1984. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon portant exécution des articles 59, 60, 61 et 62 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, complétée par le décret régional wallon du 11 avril 1984, notamment les articles 59, 60, 61 et 62;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence, résultant du fait que le décret du 11 avril 1984 ne peut être publié sans ses arrêtés d'application;

Qu'en effet, la publication du décret du 11 avril 1984 ne pourrait être effectuée, sous peine de créer une grave vide juridique, sans que soient immédiatement précisés les agents chargés d'appliquer la loi et de constater les infractions, et sans indiquer les modalités d'application des articles 60 et 61 de la loi;

Sur la proposition du Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale;

Arrête :

**Article 1er.** Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions de la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature et aux dispositions de ses arrêtés d'exécution, à l'exception de l'article 5, alinéa 1er, et des dispositions de ses arrêtés d'exécution, sont recherchées et constatées par :

1° les fonctionnaires et agents de l'Inspection Générale de l'Environnement et des Forêts du Ministère de la Région Wallonne;

2° les membres de la gendarmerie;

3° les agents de police communale;

4° les gardes assermentés des réserves naturelles agréées, en ce qui concerne les infractions relatives aux réserves naturelles agréées pour lesquelles ils sont compétents;

5° les agents des provinces et des communes désignés individuellement par le Ministre qui à la conservation de la nature dans ses attributions, en raison de leur compétence en matière de conservation de la nature, sur la demande qui en sera faite par l'autorité dont ils relèvent.

**Art. 2. § 1.** Les végétaux protégés, produits de l'infraction, sont toujours saisis. Ils sont immédiatement réintroduits dans un milieu naturel adéquat. En cas d'impossibilité, ils sont remis à un institut de sciences naturelles s'ils présentent un intérêt, et à défaut ils sont détruits suivant les instructions du service de l'environnement du Ministère de la Région Wallonne.

§ 2. Les animaux, morts ou vivants, produits de l'infraction sont toujours saisis. Ils sont, si possible, immédiatement réintroduits dans un milieu naturel adéquat. Si leurs blessures, leurs maladies ou leur état général ne permettent d'envisager la réintroduction qu'à terme, ils sont, si possible, mis sous séquestre dans un centre de révalidation agréé et ensuite réintroduits dans un milieu naturel similaire. Si la réintroduction n'est pas envisageable, ils sont abattus suivant les instructions du service de l'environnement du Ministère de la Région Wallonne.

Dans tous les cas, les dépouilles d'animaux protégés sont détruites suivant les instructions du service de l'environnement, à moins qu'elles soient remises à un institut de sciences naturelles lorsqu'elles présentent un intérêt scientifique.

§ 3. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions, fixe les conditions d'agrément des centres de révalidation visés au § 2. Il établit et publie la liste de ces centres, ainsi que la liste des instituts de sciences naturelles visés aux §§ 1er et 2. Il fixe par règlement, le taux des frais de séquestre et de destruction.

**Art. 3. § 1.** Les animaux ayant servi à commettre l'infraction qui sont saisis peuvent être remis à leur propriétaire moyennant paiement d'une somme dont le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions fixe le montant par règlement. Cette somme est déposée au greffe du tribunal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'infraction et est substituée à l'animal saisi tant pour la confiscation que pour la restitution.

§ 2. Les autres objets sont saisis conformément au droit commun.

**Art. 4. § 1.** Les animaux confisqués peuvent être remis à leur propriétaire moyennant paiement d'une somme fixée par règlement établi par le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions. La confiscation est réputée exécutée moyennant paiement de cette somme.

§ 2. Les autres objets sont confisqués conformément au droit commun.

**Art. 5.** L'amende administrative visée à l'article 61 de la loi du 12 juillet 1973 précitée est de mille à vingt mille francs.

Une copie du procès-verbal constatant l'infraction est communiquée à l'auteur de l'infraction, ainsi qu'au Directeur Général de la Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région Wallonne dans le délai fixé à l'article 59, alinéa 2, de la loi précitée.

L'amende administrative infligée par le Directeur Général visé à l'alinéa 2 doit être acquittée dans le délai d'un mois à compter du jour de la réception de la lettre recommandée notifiant la décision fixant son montant. Pour l'application du présent alinéa, la lettre recommandée est censée avoir été reçue le troisième jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste.

L'amende administrative est acquittée par versement ou virement au compte de chèques postaux de la Région au moyen des formules jointes à la décision fixant le montant de l'amende.

En cas de non-paiement de l'amende administrative dans le délai fixé à l'alinéa 4, le Directeur Général visé à l'alinéa 2 dispose d'un délai de deux mois à dater de l'expiration du délai précité pour requérir l'application de l'amende administrative.

Art. 6. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions désigne, pour chacune des réserves naturelles domaniales, un ingénieur chargé de la gestion parmi les ingénieurs des services extérieurs de l'inspection générale de l'environnement et des forêts au sein de l'administration régionale.

Art. 7. Le service de l'administration régionale visé à l'article 65, 3<sup>o</sup>, de la loi précitée est l'Inspection générale de l'Eau du Ministère de la Région Wallonne.

Art. 8. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 novembre 1984.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,  
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau,  
l'Environnement et la Vie rurale,

V. FEAUX

#### ÜBERSETZUNG

#### WALLONISCHE REGION

D. 85 — 652

#### 16. NOVEMBER 1984. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Durchführung der Artikel 59, 60, 61 und 65 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, ergänzt durch das Wallonische Regionaldekret vom 11. April 1984, insbesondere der Artikel 59, 60, 61 und 65;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das ordentliche Gesetz vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund der Dringlichkeit, die sich aus der Tatsache ergibt, dass das Dekret vom 11. April 1984 nicht ohne seine Durchführungserlasse veröffentlicht werden kann;

Dass die Veröffentlichung des Dekrets vom 11. April 1984 tatsächlich nicht vorgenommen werden könnte—will man eine schwerwiegende Rechtslücke vermeiden—ohne dass die mit der Anwendung des Gesetzes und der Feststellung der Übertretungen beauftragten Bediensteten unverzüglich bestimmt werden und ohne die Modalitäten der Anwendung der Artikel 60 und 61 des Gesetzes anzugeben;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,

beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Unbeschadet der Befugnisse der Strafverfolgungsbeamten werden die Übertretungen der Bestimmungen des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und der Bestimmungen seiner Durchführungserlasse, mit Ausnahme von Artikel 5 Absatz 1 und der Bestimmungen seiner Durchführungserlasse, ermittelt und festgestellt von :

1. den Beamten und Bediensteten der Generalinspektion der Umwelt und des Forstwesens des Ministeriums der Wallonischen Region;
2. den Mitgliedern der Gendarmerie;
3. den Gemeindepolizeibediensteten;
4. den vereidigten Aufsehern der anerkannten Naturschutzgebiete, was die Übertretungen in bezug auf die Naturschutzgebiete angeht, für die sie zuständig sind;
5. den Bediensteten der Provinzen und der Gemeinden, die von dem für die Erhaltung der Natur zuständigen Minister individuell benannt werden aufgrund ihrer Fachkenntnisse in Sachen Erhaltung der Natur und auf den Antrag hin, den die Behörde stellen wird, der sie unterstehen.

**Art. 2. § 1.** Die geschützten Pflanzen, die Gegenstand einer Übertretung sind, werden immer beschlagnahmt. Sie werden unverzüglich wieder einem angemessenen natürlichen Milieu zugeführt.

Falls dies unmöglich ist, werden sie, wenn sie von wissenschaftlichem Interesse sind, einem Institut für Naturwissenschaften übergeben; andernfalls werden sie gemäss den Anweisungen des Umweltsdienstes des Ministeriums der Wallonischen Region vernichtet.

§ 2. Die Tiere, tot oder lebendig, die Gegenstand einer Übertretung sind, werden immer beschlagnahmt. Sie werden, wenn möglich, unverzüglich einem angemessenen natürlichen Milieu zugeführt.

Wenn ihre Verletzungen, ihre Krankheiten oder ihr allgemeiner Zustand eine Rückführung nur auf Zeit erlaubt, werden sie, wenn möglich, in einem anerkannten Gesundheitszentrum sequestriert und anschliessend einem ähnlichen natürlichen Milieu zugeführt. Wenn die Rückführung nicht in Betracht kommt, werden sie gemäss den Anweisungen des Umweltsdienstes des Ministeriums der Wallonischen Region getötet. In allen Fällen werden die Kadaver der geschützten Tiere gemäss den Anweisungen des Umweltsdienstes vernichtet; es sei denn, sie werden einem Institut für Naturwissenschaften übergeben, falls sie von wissenschaftlichem Interesse sind.

§ 3. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, legt die Bedingungen für die Anerkennung der in Paragraph 2 erwähnten Gesundheitszentren fest. Er erstellt und veröffentlicht die Liste dieser Zentren sowie die Liste der in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten naturwissenschaftlichen Institute. Durch eine Anordnung setzt er die Höhe der Sequester- und Vernichtungskosten fest.

**Art. 3. § 1.** Die Tiere, die zum Begehen der Übertretung gedient haben, können ihrem Besitzer gegen Zahlung einer Summe, deren Höhe von dem für die Erhaltung der Natur zuständigen Minister festgelegt wird, übergeben werden. Diese Summe wird bei der Gerichtskanzlei hinterlegt, bis über die Übertretung entschieden ist, und wird für das beschlagnahmte Tier eingesetzt sowohl für die Konfiskation als auch für die Herausgabe.

§ 2. Die anderen Objekte werden gemäss dem gemeinen Recht beschlagnahmt.

**Art. 4. § 1.** Die konfiszierten Tiere können ihrem Besitzer gegen Zahlung einer Summe, die durch Anordnung von dem für die Erhaltung der Natur zuständigen Minister festgelegt wird, übergeben werden.

Die Konfiskation wird vermittels Zahlung dieser Summe als vollzogen angesehen.

§ 2. Die anderen Objekte werden gemäss dem gemeinen Recht beschlagnahmt.

**Art. 5.** Die in Artikel 61 des obengenannten Gesetzes vom 12. Juli 1973 erwähnte Ordnungsstrafe beträgt zwischen tausend und zwanzigtausend Franken.

Eine Kopie des Protokolls zur Feststellung der Übertretung wird dem Übertreter sowie dem Generaldirektor der Generaldirektion für Naturschätze und Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region zugestellt, und zwar innerhalb der in Artikel 59 Absatz 2 des obenerwähnten Gesetzes festgesetzten Frist.

Die durch den in Absatz 2 erwähnten Generaldirektor auferlegte Ordnungsstrafe muss innerhalb eines Monats beglichen werden ab dem Tag des Empfangs des Einschreibens das die Entscheidung bezüglich ihrer Höhe mitteilt.

Für die Anwendung des vorliegenden Absatzes wird angenommen, dass das Einschreiben, am dritten Werktag nach Aufgabe des Briefes in Empfang genommen worden ist.

Die Ordnungsstrafe wird mittels Einzahlung oder Überweisung auf das Postscheckkonto der Region mit Hilfe der der Entscheidung über die Höhe der Strafe beigefügten Formulaire beglichen.

Im Falle einer Nichtbezahlung der Ordnungsstrafe innerhalb der in Absatz 4 festgelegten Frist, verfügt der in Absatz 2 erwähnte Generaldirektor über eine Frist von zwei Monaten vom Ablauf der obenerwähnten Frist an, um die Anwendung der Ordnungsstrafe zu fordern.

**Art. 6.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, benennt für jedes domaniale Naturschutzgebiet einen mit der Verwaltung beauftragten Ingenieur aus der Reihe der Ingenieure der Aussendienst der Generalinspektion für Umwelt und Forstwesen in der Regionalverwaltung.

**Art. 7.** Der in Artikel 65 Punkt 3 des vorgenannten Gesetzes erwähnte Dienst der Regionalverwaltung ist die Generalinspektion für Wasser des Ministeriums der Wallonischen Region.

**Art. 8.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 16. November 1984.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,  
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser,  
Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 85 — 652

**16 NOVEMBER 1984. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot uitvoering van de artikelen 59, 60, 61 en 65 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, aangevuld door het Waalse gewestelijk decreet van 11 april 1984, inzonderheid op de artikelen 59, 60, 61 en 65;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de gecoördineerde wetten op 12 januari 1973 op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzaak, daar het decreet van 11 april 1984 niet zonder zijn toepassingsbesluiten kan bekendgemaakt worden;

Dat immers het decreet van 11 april 1984 niet zou kunnen worden bekendgemaakt, op gevaar af een ernstige juridische leemte te doen ontstaan, zonder onmiddellijk te bepalen welke ambtenaren belast zijn met de toepassing van de wet en met de vaststelling van de overtredingen en zonder de modaliteiten van toepassing van de artikelen 60 en 61 van de wet vast te stellen;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,

Besluit :

**Artikel 1.** Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie worden de overtredingen van de bepalingen van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en van de uitvoeringsbesluiten ervan, met uitzondering van artikel 5, eerste lid, en van de bepalingen van de uitvoeringsbesluiten ervan, opgespoord en vastgesteld door :

- 1° de ambtenaren van de Algemene Inspectie voor het Leefmilieu en de Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 2° de leden van de Rijkswacht;
- 3° de ambtenaren van de gemeentepolitie;
- 4° de beëdigde wachters van de erkende natuurreservaten, wat betreft de overtredingen met betrekking tot de erkende natuurreservaten waarvoor zij bevoegd zijn;
- 5° de door de Minister, tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort, individueel aangewezen provincie- en gemeenteamttenaren, wegens hun bevoegdheid inzake natuurbehoud, op aanvraag van de overheid waaronder zij ressorteren.

**Art. 2. § 1.** De beschermde planten, die het voorwerp van de overtreding zijn, worden altijd in beslag genomen. Ze worden onmiddellijk opnieuw in een passend natuurlijk milieu gebracht. Indien dit onmogelijk is, worden ze aan een instituut voor natuurwetenschappen bezorgd, als ze van belang zijn, zoniet worden zij vernietigd overeenkomstig de voorschriften van de leefmilieudienst van het Ministerie van het Waalse Gewest.

§ 2. De dode of levende dieren, die het voorwerp van de overtreding zijn, worden altijd in beslag genomen. Ze worden, zo mogelijk, onmiddellijk in een passend natuurlijk milieu herplaatst. Indien hun verwondingen, ziekten of algemene toestand alleen een herplaatsing op langere termijn toelaten, worden zij, als het mogelijk is, in een erkend revalidatiecentrum gesekwestreerd en daarna in een gelijkaardig natuurlijk milieu herplaatst.

Indien de herplaatsing onmogelijk is, worden ze overeenkomstig de voorschriften van de leefmilieudienst van het Ministerie van het Waalse Gewest afgeslacht. In ieder geval worden de krengen van beschermde dieren vernietigd overeenkomstig de voorschriften van de leefmilieudienst of aan een instituut voor natuurwetenschappen bezorgd als zij van wetenschappelijk belang zijn.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort bepaalt de voorwaarden inzake erkenning van de in § 2 bedoelde revalidatiecentra. De lijst van die centra, alsmede de lijst van de in §§ 1 en 2 bedoelde instituten voor natuurwetenschappen, worden door hem opgemaakt en bekendgemaakt. Hij stelt bij wege van reglement het bedrag van de sekwestratie- en vernietigingskosten vast.

**Art. 3. § 1.** De in beslag genomen dieren, die gediend hebben tot het plegen van de overtreding, kunnen aan hun eigenaar teruggegeven worden tegen betaling van een som waarvan de Minister, tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort, het bedrag bij wege van reglement vaststelt. Deze som wordt ter griffie van de rechtbank gedeponneerd totdat over de overtreding uitspraak is gedaan en wordt in de plaats gesteld van het in beslag genomen dier, zowel voor de verbeurdverklaring als voor de teruggave.

§ 2. De andere voorwerpen worden overeenkomstig het gemeen recht in beslag genomen.

**Art. 4. § 1.** De in beslag genomen dieren kunnen aan hun eigenaar teruggegeven worden tegen betaling van een som vastgesteld bij reglement opgemaakt door de Minister tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort. De inbeslagname wordt geacht uitgevoerd te zijn door betaling van die som.

§ 2. De andere voorwerpen worden in beslag genomen overeenkomstig het gemeen recht.

**Art. 5.** De in artikel 61 van de bovenvermelde wet van 12 juli 1973 bedoelde administratieve geldboete bedraagt duizend tot twintigduizend frank.

Een afschrift van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding wordt aan de overtreder, alsmede aan de Directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Waalse Gewest medegegeeld, binnen de in artikel 59, tweede lid, van de bovenvermelde wet bepaalde termijn.

De administratieve geldboete opgelegd door de in het tweede lid bedoelde Directeur-generaal moet betaald worden binnen één maand vanaf de ontvangst van de aangetekende brief waarbij de beslissing houdende vaststelling van het bedrag ervan betekend wordt. Voor de toepassing van dit lid, wordt de aangetekende brief geacht te zijn ontvangen de derde werkdag na de afgifte van de brief ter post.

De administratieve geldboete wordt betaald door storting of overschrijving op de postchequerekening van het Gewest door middel van het bij de beslissing tot vaststelling van het bedrag van de geldboete gevoegde formulier.

Bij niet betaling van de administratieve geldboete binnen de in het vierde lid vastgestelde termijn, beschikt de in het tweede lid bedoelde Directeur-generaal over een termijn van twee maanden na het verstrijken van de bovenvermelde termijn om de toepassing van de administratieve geldboete te vorderen.

**Art. 6.** De Minister tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort wijst, voor elk staatsnatuurreservaat, onder de ingenieurs van de buitendiensten van de Algemene Inspectie voor het Leefmilieu en het Bos in het gewestelijk bestuur een ingenieur aan, die met het beheer is belast.

**Art. 7.** De in artikel 65, 3<sup>o</sup>, van de bovenvermelde wet bedoelde dienst van het regionale bestuur is de Algemene Inspectie voor het Water van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 november 1984.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,  
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water,  
het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

F. 85 — 653

**25 OCTOBRE 1984. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil Supérieur Wallon de la Conservation de la Nature**

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée par décret le 11 avril 1984, notamment les articles 52 et 53;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980.

Considérant que les arrêtés d'application de décret du 11 avril 1984 modifiant, pour la Région Wallonne, la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature doivent être pris sans tarder, parce qu'ils complètent et concrétisent ce décret;

Qu'il est impérieux de redéfinir la composition de l'ancienne Chambre wallonne du Conseil Supérieur de la Conservation de la Nature en fonction des particularités régionales;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par « Le Ministre » le membre de l'Exécutif Régional Wallon qui a la conservation de la nature dans ses attributions.

**Art. 2.** Le Conseil a pour mission de donner au Ministre, un avis sur toutes les questions intéressant la conservation de la nature. Il connaît de ces questions d'office ou sur demande du Ministre.

Le Conseil délibère sur les propositions qui lui sont soumises par cinq de ses membres au moins. Lorsqu'un avis est sollicité par le Ministre, le Conseil est tenu de lui communiquer dans un délai n'excédant pas deux mois. A la demande expresse du Ministre, ce délai peut être ramené à cinq jours.

**Art. 3.** Le siège du Conseil est fixé à Namur.

Le Conseil peut se réunir dans d'autres localités de la Région Wallonne lorsqu'il l'estime utile.

**Art. 4.** Le Conseil est composé de vingt-cinq membres.

Les membres visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> sont nommés par l'Exécutif sur proposition du Ministre.

Les membres visés au 4<sup>o</sup> sont nommés, respectivement, par les conseils et la commission d'où ils émanent.

Le membre visé au 5<sup>o</sup> est nommé par l'Exécutif de la Communauté française.

Il s'agit :

1<sup>o</sup> de personnes ayant de grandes compétences scientifiques dans le domaine de la conservation de la nature, de formation universitaire, répartis selon les disciplines suivantes :

- |                         |           |
|-------------------------|-----------|
| — botanique             | un membre |
| — écologie générale     | un membre |
| — zoologie, vertébrés   | un membre |
| — zoologie, invertébrés | un membre |
| — écologie animale      | un membre |
| — phytosociologie       | un membre |
| — écotoxicologie        | un membre |
| — hydrobiologie         | un membre |
| — pédologie             | un membre |

2<sup>o</sup> neuf membres représentant chacun une association dont l'objet comprend la conservation de la nature et la protection de l'environnement et dont la compétence concerne l'ensemble du territoire de la Région Wallonne ou une partie importante de ce territoire;

3<sup>o</sup> de représentants des administrations suivantes :

— le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région Wallonne ou le fonctionnaire qu'il délègue parmi les agents du service de la conservation de la nature, gestion et surveillance du milieu;

— l'Inspecteur général de l'Inspection générale de l'Environnement et des Forêts du Ministère de la Région Wallonne ou le fonctionnaire qu'il délègue au sein du service des forêts, de la chasse et de la pêche;

4<sup>o</sup> de représentants des conseils et de la commission suivants :

— un membre représentant le Conseil Supérieur Wallon des Forêts;

— un membre représentant le Conseil Supérieur Wallon de la Chasse;

— un membre représentant le Conseil Supérieur Wallon de la Pêche;

— un membre représentant la Commission Consultative Régionale Wallonne d'Aménagement du Territoire;

5<sup>o</sup> un membre représentant la Commission royale des Monuments et Sites.